

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 66

Excusés : 12

Absents : 2

REUNION DU 7 DECEMBRE 2020

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an **DEUX MILLE VINGT**, le **LUNDI SEPT DECEMBRE** à **VINGT HEURES**, le conseil de territoire, dûment convoqué le **PREMIER DECEMBRE DEUX MILLE VINGT**, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

<u>ETAIENT</u>	Mme ADLANI Farida, M. ASENSI François, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUTHORS Jacqueline, Mme BRAIHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, M. DESRUMAUX Denis, M. DRIEU Fleury, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme FAOUZI Hanane, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, Mme LAGARDE Aude, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, M. MARAN Max, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, Mme MENDES Odette, Mme MEKKI Chérifa, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. PRUNIER Gérard, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SAULIERE Gilles, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, M. ZANGRILLI François.
<u>PRESENTS :</u>	
<u>EXCUSES</u>	Mme BELMOUDEN Fatima, Mme BOUR Patricia, Mme COLLET Marie-Claude, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. FERREIRA Lino, M. HAN Bo, Mme KHATIM Karima, M. MOULINNEUF Serge, M. MUSQUET Jean-Marie, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie, Mme YOUSSEF Mélissa
<u>AYANT DONNE POUVOIR A</u>	Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, M. VAZ Micaël, M. GESELL Quentin, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. BAILLON Jean-François, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. PRUNIER Gérard, M. BOUMEDJANE Karim, Mme VERTE Monique, M. CHAUSSAT Jacques, M. BLANCHET Stéphane
<u>ABSENTS</u>	Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme BENAMMOUR Mériem
<u>SECRETAIRE DE SEANCE</u>	M. ASENSI François

DELIBERATION N°149 - URBANISME – SEVRAN - REINSTITUTION DU PERIMETRE D'ETUDE SUR LE SECTEUR CENTRE-VILLE AU TITRE DE L'ART. L.424-1 DU CODE DE L'URBANISME

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de Mme Marwa BRAIHIM,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2121-7 à L.2121-34, relatifs au fonctionnement du conseil municipal et l'article L 2122-21 relatif aux attributions du Maire exercées au nom de la commune,

Vu la loi n° 2001-58 du 27 janvier 2001 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté,

Vu l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre 1er du code de l'urbanisme

Vu le décret n°2015-1783 relatif à la partie réglementaire du livre 1er du code de l'urbanisme,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment son article L424-1,

Vu le plan local d'urbanisme, approuvé par délibération du conseil municipal du 15 décembre 2015,

Vu la délibération n°3 du conseil municipal du 29 juin 2010 portant sur l'instauration du périmètre d'étude sur le secteur Centre-Ville,

Vu la délibération n°81 du conseil de territoire du 29 mai 2017 relative à l'élargissement du périmètre d'étude sur le secteur Centre-Ville,

Vu la délibération n°19 du conseil municipal du 30 mai 2017 confirmant la volonté de la ville que l'EPT Terre d'Envol délibère sur l'extension du périmètre d'étude Centre-Ville,

Vu le Schéma directeur du projet "Sevrans Terre d'avenir", validé par délibération du conseil municipal du 27 septembre 2016,

Vu la délibération n°73 du conseil de territoire de l'EPT Terres d'Envol du 24 juin 2019, émettant un avis favorable sur le dossier de création de la ZAC "Sevrans Terre d'avenir Centre-Ville Montceux",

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20201207-149-07-12-2020-DE
Date de télétransmission : 21/12/2020
Date de réception préfecture : 21/12/2020

Vu la délibération n°34 du conseil municipal du 27 juin 2019, émettant un avis favorable sur le dossier de création de la ZAC "Sevran Terre d'Avenir Centre-Ville Montceuleux",
Vu l'arrêté préfectoral n°2020-0563 du 9 mars 2020 portant création de la ZAC "Sevran Terre d'Avenir Centre-Ville Montceuleux",
Vu l'avis favorable de la commission municipale "ville verte et active" en date du 10 novembre 2020,
Vu le périmètre ci-annexé,

Considérant le projet de métro automatique « Grand Paris Express », dont deux gares seront construites sur le territoire de Sevran, en connexion avec le RER B,

Considérant les études d'intermodalités lancées par la commune de Sevran en partenariat avec la Ville de Livry-Gargan, la Société du Grand Paris et les transporteurs notamment, et qui ont pour objectifs d'optimiser les modalités d'accès à la Gare de Sevran-Livry et de dimensionner et localiser l'offre en stationnement pour la gare,

Considérant que la ZAC « Sevran Terre d'Avenir Centre-Ville Montceuleux » est un projet d'ampleur et qu'il est donc nécessaire de maîtriser les évolutions du centre-ville sur le périmètre annexé, dans l'attente d'une définition plus précise de ce projet,

Considérant que la ville entend maîtriser l'évolution de son urbanisation pour projeter ses équipements publics, notamment scolaires, au plus proche des besoins des habitants actuels et futurs,

Considérant que la mise en œuvre d'un périmètre au titre de l'article L424-1 du code de l'urbanisme, dit « périmètre d'étude » permet d'opposer un sursis à statuer à toute demande d'autorisation d'urbanisme, pour une durée maximale de 10 ans, lorsque des travaux, constructions ou installations sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation d'une opération d'aménagement,

Après en avoir délibéré,

- **Demande** à l'EPT Terres d'Envol de réinstaurer le périmètre au titre de l'article L424-1 du code de l'urbanisme, dit « périmètre d'étude », sur l'ensemble du secteur concerné, soit les parcelles cadastrées :
Section AK - Numéros 42 à 45, 47 à 55, 62 à 66, 86 et 89 à 94 et Section AL - Numéros 69 à 74, 77 à 81, 282 à 286, 290, 326, 327, 338 à 341, 344 et 345, figurant en rouge sur le plan ci-joint.
- **Dit** que le Directeur général des services est chargé de l'exécution des présentes dispositions.
La présente délibération sera transmise au Préfet de la Seine-Saint-Denis au titre du contrôle de légalité.
La présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification et /ou publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

Adopté à la majorité

(74 voix pour, 4 voix contre)

Le président
Bruno BESCHIZZA

